



Entrepreneurs,
Vous protéger est notre métier.



Communiqué de presse
Le 27 août 2025

— Observatoire de l'emploi des entrepreneurs —

31 260 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi au 1^e semestre 2025

L'association GSC et la société Altaires dévoilent les résultats de leur Observatoire de l'emploi des entrepreneurs. Cette nouvelle édition révèle que 31 260 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi au 1^e semestre 2025, un chiffre toujours très élevé mais une augmentation plus modérée (+ 4,3%) par rapport au S1 2024.

- Au S1 2025, plus de 170 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi chaque jour.
- Les dirigeants expérimentés, à la tête d'une entreprise de plus de 10 ans en moyenne, sont impactés.
- Les secteurs de la construction et du commerce se trouvent toujours en grande difficulté mais tendent à se stabiliser.

Hervé Kermarrec, président de l'association GSC : « *Attention aux faux-semblants : si les pertes d'emploi des dirigeants semblent ralentir au premier semestre 2025, elles se maintiennent à des niveaux préoccupants, révélateurs d'un tissu entrepreneurial toujours sous tensions. Ces derniers mois ont été particulièrement instables avec une croissance faible, un climat des affaires dégradé et des incertitudes commerciales persistantes. Les chefs d'entreprise évoluent dans un environnement de plus en plus contraint. La pression sur les trésoreries, la prudence des consommateurs et les tensions sur certains marchés fragilisent les structures. Le second semestre s'annonce encore complexe et les arbitrages budgétaires de l'État seront déterminants. Il est donc essentiel de sensibiliser aux filets de sécurité financiers existants, qui permettent aux entrepreneurs d'anticiper une situation de perte d'emploi.* »

Pour Thierry Millon, directeur des études Altaires : « *Le premier semestre 2025 a confirmé nos inquiétudes exprimées en début d'année avec un nombre historique de liquidations judiciaires et donc un niveau très élevé de pertes d'emploi de dirigeants. Cette situation de risque pèse lourdement sur les épaules des entrepreneurs amenés à devoir faire sans cesse des arbitrages professionnels et personnels parfois douloureux pour maintenir leur activité. Les trésoreries sont encore très tendues et les incertitudes fortes. Si quelques timides signaux permettent d'envisager une faible amélioration au second semestre 2025, celle-ci devrait être encore insuffisante pour inverser sensiblement la tendance sur la perte d'emplois. Les prochains mois seront décisifs.* »

Les chefs d'entreprise de PME désormais aussi en difficulté

Au 1er semestre 2025, **les entrepreneurs à la tête de petites structures** de moins de 5 salariés restent les plus touchés, représentant plus de huit pertes d'emploi sur dix (26 313 entrepreneurs).

Le phénomène s'amplifie pour les patrons de TPE qui comptent 6 à 9 salariés, où la progression des situations de « chômage » atteint 17,2 %, malgré un volume plus faible (1 947).

Les dirigeants d'entreprises de plus de 50 salariés résistent quant à eux, avec une baisse de 2,4 %.

La tendance s'accroît toutefois pour les dirigeants de structures réalisant au moins 5 millions d'euros de chiffre d'affaires avec une hausse des pertes d'emploi quatre fois supérieure la moyenne.

« Nous observons une évolution du profil des dirigeants concernés : des structures plus établies, comptant davantage de salariés. Les entrepreneurs subissent de plein fouet les effets de la conjoncture et peinent à générer suffisamment de revenus pour honorer leurs dettes. Au premier semestre 2025, celles et ceux qui avaient perdu leur activité dirigeaient une entreprise créée, en moyenne, il y a 10 ans ! Cela montre aussi que personne n'est à l'abri de perdre son activité. » **déclare Hervé Kermarrec.**

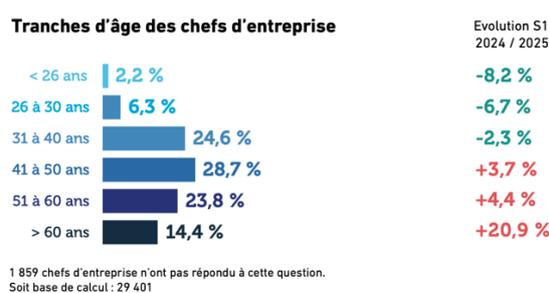
Les gérants de SAS forment à eux seuls près de la moitié des pertes d'emploi (14 388 entrepreneurs), en hausse de 8,7 % par rapport au premier semestre 2024. Les entrepreneurs de SARL, bien qu'épargnés au S1 2025 (-2 %), continuent de représenter une part importante des pertes d'activité (12 023). Les artisans-commerçants, particulièrement impactés par l'inflation, sont 3 111 à s'être retrouvés en situation de « chômage » (+16,6 %) sur cette même période.

Les professions libérales, notamment les acteurs du judiciaire, accusent la plus forte hausse, atteignant + 56,2 %.

Les entrepreneurs seniors toujours très exposés

L'**âge médian** des entrepreneurs touchés s'établit à **46 ans**. La tranche d'âge des 41 à 50 ans pèse pour près d'un tiers des pertes d'emploi (8 448).

Mais ce sont **les plus de 60 ans qui enregistrent la plus forte progression** : 4 229 pertes d'emploi (+ 20,9 %), soit cinq fois plus importante que la moyenne.



Les jeunes entrepreneurs de **moins de 26 ans sont les plus épargnés** ce semestre, avec un recul des pertes d'activité de 8,2 %.

Près de la moitié des pertes d'emploi se concentrent dans les secteurs de la construction et du commerce

Acteur majeur de l'économie, le secteur **de la construction reste sous tension**. Bien que les pertes d'emploi se stabilisent, **7 745 entrepreneurs ont été impactés** (+ 1 %). Le secteur représente encore plus d'un quart des cessations d'activité. L'immobilier montre toutefois des signes de résistance après plusieurs années difficiles. Parmi les activités les plus touchées : les travaux de maçonnerie générale et le gros œuvre de bâtiment (1 645).

Le **secteur du commerce** demeure également en difficulté avec 6 464 femmes et hommes en situation de « chômage » (+ 0,1 %). La vente de voitures et de véhicules automobiles légers est l'activité la plus affectée (622 ; + 12,7 %).

L'hébergement, restauration, débit de boisson est largement touché avec 4 164 pertes d'emploi (+ 11,5 %), dont plus de 4 entrepreneurs sur 10 dans la restauration traditionnelle assise.

Dans le secteur de **l'information et de la communication**, 1 033 entrepreneurs sont touchés (+ 14,1 %), notamment dans les services informatiques.

Le **secteur du transport et de la logistique**, déjà fortement dégradé au S1 2024, reste **fragile**. 1 450 femmes et hommes ont perdu leur activité au S1 2025 (+ 11,9 %). Les filières du fret de proximité (525) et des taxis (355) sont impactés.

Les services aux **entreprises** comptabilisent 4 199 pertes d'emploi (+ 13 %), en particulier dans les activités de conseil pour les affaires.

Dans **l'industrie**, 1 905 chefs d'entreprise ont cessé leur activité, soit une hausse de 4,4 % sur un an.

La **situation des professionnels des services aux particuliers s'améliore**, même si la tendance est encore supérieure à la moyenne nationale. Les coiffeurs sont particulièrement concernés (596).

Les **activités d'assurances et financières** se démarquent par un recul des pertes d'emploi de 7,6 %.



Une majorité de régions concernées, mais des signaux positifs dans certains territoires

L'Île-de-France est l'un des territoires les plus impactés, concentrant près d'un quart des pertes d'emploi au S1 2025. 7 507 chefs d'entreprise se sont retrouvés en situation de « chômage », soit une hausse de 4 % sur un an. Cette évolution, alignée sur la moyenne nationale, demeure toutefois plus contenue que celle observée un an plus tôt dans la région.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la tendance reste dégradée, avec 3 623 pertes d'activité, soit une augmentation de 4,9 % par rapport au S1 2024. Bien que les tensions semblent se

résorber à l'échelle régionale, elles restent marquées dans le Rhône. Les services aux entreprises et l'industrie ont été les plus fortement atteints.

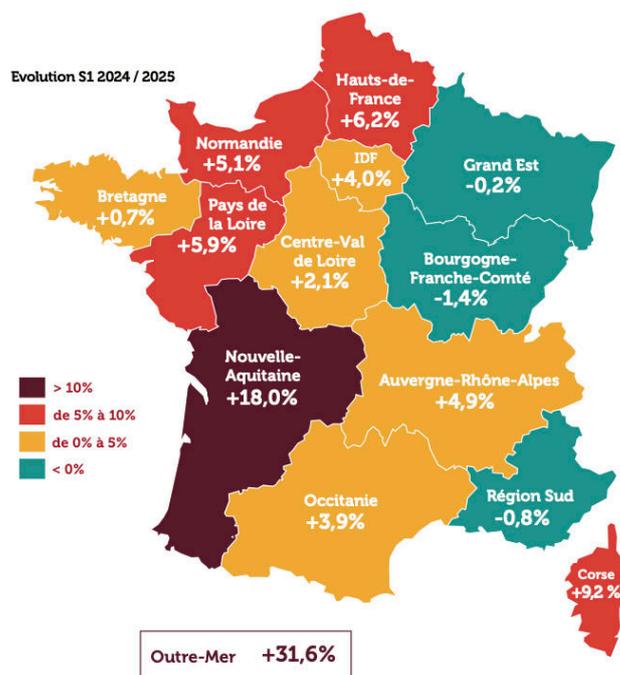
En **Nouvelle-Aquitaine**, 2 754 femmes et hommes sont concernés, soit une hausse de 18 %. Les secteurs du bâtiment, de l'hébergement, restauration et débits de boisson, et de l'industrie sont particulièrement à la peine dans cette région.

Les **Hauts-de-France, les Pays de la Loire et la Normandie** subissent également une hausse supérieure à la moyenne nationale avec respectivement + 6,2 % (2 221 entrepreneurs), + 5,9 % (1 260) et + 5,1 % (1 214) par rapport au S1 2024.

Dans la région **Centre-Val de Loire**, 1 029 chefs d'entreprise se sont retrouvés sans emploi au S1 2025 (+ 2,1 %).

La Bretagne enregistre le taux le plus bas (+ 0,7 % ; 1 084). Les activités d'assurance et financières ont été les plus solides dans la région (- 46,2 %).

Dans trois régions, les pertes d'emploi des chefs d'entreprise ont légèrement reculé : Bourgogne-Franche-Comté (- 1,4 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (- 0,8 %) et Grand Est (- 0,2 %).



Méthodologie

Les données sont issues de l'analyse des entreprises, hors sociétés civiles et associations, placées directement, par conversion ou par résolution du plan en liquidation judiciaire par le Tribunal de Commerce ou Judiciaire. Ne sont pas intégrées les procédures de fermeture ou dissolution à l'amiable de même que les révocations des mandataires sociaux.

À propos de l'association GSC

Depuis plus de 45 ans, la GSC est la réponse élaborée par les organisations patronales face au besoin de protection chômage des chefs d'entreprise et indépendants. L'association GSC est l'association qui a souscrit le contrat d'assurance de groupe GSC auprès d'un pool d'assureurs (Groupama, Allianz, Generali, SMABTP).

Elle est administrée par le Medef, la CPME et l'U2P qui l'ont conçue en 1979. Elle veille aux intérêts des dirigeants affiliés au régime. La gestion du régime a été confiée à Groupama – GAN Assurances.

À propos d'Altares

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 600 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Contacts presse – Agence CorioLink

Léa Broussard – lea.broussard@coriolink.com – 07 60 42 57 54

Amélie Lebreton – amelie.lebreton@coriolink.com – 06 70 60 25 30